

INFOS 7 : TOULOUSE

INTERPELLATION DU PDG LORS DE SA TOURNEE DES CENTRES

18/01/2017

La mobilisation contre le RIFSEEP doit continuer et s'amplifier !

Bulletin avec les comptes rendus des camarades faisant part de leurs interventions auprès du PDG lors de sa visite de leur centre INRA.

Nous demandons donc de recevoir ces informations au plus tôt pour les communiquer rapidement aux sections. Ainsi les camarades pourront s'emparer des questions et interpeller le PDG sur les mêmes sujets.

Compte rendu de section

TOULOUSE : jeudi 12 janvier 2017



Dates de la Tournée

- ➔ RENNES : jeudi 22 septembre 2016 – Cf. compte-rendu [Info1&2](#)
- ➔ AVIGNON : mardi 18 octobre 2016 – Cf. compte-rendu [Info1&2](#)
- ➔ JOUY EN JOSAS : jeudi 3 novembre 2016 – Cf. compte-rendu [Info3](#)
- ➔ CLERMONT FERRAND : mardi 22 novembre 2016 [Infos4](#)
LYON : mercredi 23 novembre 2016
- ➔ BORDEAUX AQUITAINE : mardi 29 et mercredi 30 novembre 2016 [Infos5](#)
- ➔ DIJON : vendredi 9 décembre 2016 [Infos5](#)
- ➔ MONTPELLIER : mercredi 11 janvier 2017 [Infos6](#)
- ➔ TOULOUSE : jeudi 12 janvier 2017 [Infos7](#)
ANTILLES : 18 – 19 – 20 janvier 2017
COLMAR : vendredi 27 janvier 2017
TOURS : mercredi 1 février 2017
CORSE : vendredi 3 février 2017
ANGERS NANTES : mardi 7 et mercredi 8 février 2017
LILLE : jeudi 9 février 2017
POITOU CHARENTES : mardi 14 février 2017
NANCY : lundi 20 et mardi 21 février 2017
VERSAILLES-GRIGNON : jeudi 23 février 2017

Renforcer la mobilisation



Renforcer la mobilisation signifie, **dans l'immédiat, continuer à organiser l'« accueil » du PDG INRA lors de sa tournée des centres** en lui rappelant le plus massivement possible, et sous des formes renouvelées après les cartons rouges l'opposition des agents à la mise en place du Rifseep et l'exigence d'exemption des ITA INRA.



TOULOUSE

TOULOUSE

Rencontre entre les représentants du personnel et Philippe Mauguin, PDG

Présents:

Fabrice Marty (DRH), Laurent Bruckler (PC Montpellier), Philippe Chemineau (« Directeur d'unité » de la structure Direction de l'Action Régionale, de l'Enseignement Supérieur et de l'Europe - DARESE), Christine Cherbut (DS Alimentation), Michèle Marin (PC Toulouse), Stéphanie Brehin (DU Sdar Toulouse),

Organisations syndicales : Sud (Jérôme Juille, Marion Desquilbet, ...) - CFDT (Didier Tarroux, Agnès Bonnet, ...) et CGT (Valérie Fillon, Didier Campergue, Isabelle Mila, Jean-Marie Bonnemère)

Après un tour de table, chaque syndicat pose ses questions.

- CFDT :

- + Pyramide des carrières: agents bloqués en particulier les ITA
- + Complémentaire santé
- + Devenir des UE

- Sud

+ PPCR : protocole Parcours professionnels, carrières et rémunérations. Au sujet du transfert Prime/Point, Sud demande de veiller à communiquer sur le processus auprès des agents concernés et de la RH de centre.

+ Action intersyndicale CAPN des CR en cours (enquête) sur les conditions d'exercice du métier de chercheur et la dégradation de ce métier : manque de temps, compétitions entre chercheurs d'une même équipe, disparité de salaires entre chercheurs (primes), publications de mauvaise qualité... discussions très intéressantes en CAPN CR présidé par L. Bruckler.

- CGT

+ Fermeture de l'UE de Carmaux : 2 agents mis à disposition ne sont toujours pas intégrés et question sur l'indemnisation de ces agents suite à la fermeture.

Si les organismes d'accueils se rétractaient pour l'intégration, que deviendraient nos 2 collègues ?

+ CHSCT : absence RI national, manque de lien avec le CCHSCT (PV non accessibles), formation tardive pour les nouveaux RP, nouvelles unités présentées au CHSCT a posteriori. Lecture de l'alerte du CHSCT de décembre 2015 sur la non-ergonomie des outils de gestion.

Réponses

+ Carmaux : M. Marin

Un agent sur 3 mis à disposition a déjà été intégré par son nouvel employeur. Pour celui qui est à l'université Champollion (Albi), l'agent sera intégré avant la fin de la mise à disposition. Pour celui qui est à l'école des Mines (Albi), dès le départ, il a été dit que cela aboutirait à une intégration. L'Inra a payé plein salaire la 1ère année et a cofinancé dégressivement lors de la mise à disposition. L'Inra a continué à participer à la formation de ces agents (formation management pour un agent).

+ **PPCR : F. Marty**

Le PPCR se met en œuvre progressivement. Pour les avancements accélérés d'échelon (AAE), l'Inra travaille en année N pour l'année N+1 et cette année tous les AAE ont pu être effectués. L'AAE devrait être remplacé par un cadencement moyen à terme.

+ **Transfert Primes/points d'indice : F. Marty**

Le texte est sorti en août (rétroactivité juillet). La liste des agents concernés n'a pu être sortie que début décembre ; le courrier a été envoyé le 8 déc... La seule solution possible pour ces agents est de demander une aide exceptionnelle (pas possible de faire une avance de salaire ni de décaler la CSG). Le 14/12 des dossiers de demande d'aide ont été envoyés. Une vingtaine d'agents sont concernés. J. Juille rétorque un manque d'informations, les agents de Toulouse concernés ne savent pas quand ils seront payés. F. Marty affirme que chaque agent a été appelé et qu'ils seront payés le 14 février. Chaque agent doit faire une démarche (ce n'est pas automatique), toutes les demandes seront instruites. S. Bréhin a souligné le manque d'information sur ce sujet au niveau des services RH de centre.

+ **Métier chercheur : L. Bruckler**

Le profil du métier de chercheur a changé, il est devenu un pilote de projets avec une armée de doctorants. Certains s'en sortent très bien, d'autres moins...

+ **Complémentaire santé : F. Marty**

Depuis le CAS (contrat d'accès aux soins), pas d'annonce nouvelle. Pas d'application envisagée dans le secteur public.

+ **Pyramide des carrières : F. Marty**

- un travail est en cours pour améliorer la fluidité
- le problème vient de la faiblesse de recrutement

+ **CHSCT : F. Marty**

- Le nouveau règlement intérieur est à l'ordre du jour du prochain CCHSCT, les textes changent un peu, donc le RI va être adapté.
- représentations des sites (Val de Loire..)
- PV CCHSCT: il ne sera pas mis sur le site, il y aura un tableau de suivi des décisions

Après-midi : assemblée générale à 14H et action anti-RIFSEEP

CGT, Sud, et CFDT ont convié, par mail et affiches, les agents 1H avant le début de l'AG dans le hall à l'entrée de la salle sur le mot d'ordre « Non au RIFSEEP ». Préparation des avions « Crashons le RIFSEEP » sur le modèle de Montpellier et prises de parole pour donner les dernières infos sur le RIFSEEP. Une cinquantaine de participants. En début d'AG, Mauguin nous donne la parole comme dans les autres centres, et nous avons convenu en intersyndicale d'une surprise à notre initiative : comme Mauguin s'est dit à plusieurs reprises soucieux des « ressources humaines », **nous lui avons préparé une pochette cadeau** qu'il a déballé et qui contenait : une chemise (non déchirée) siglée dans le dos du logo « Non au RIFSEEP », un de nos badges « no RIFSEEP » et un journal des actions menées sur le centre contre le RIFSEEP (voir photo). Nous avons ensuite pris la parole en rappelant l'ensemble des mobilisations contre le RIFSEEP à l'Inra (pétitions, motions, pétitions DU, rassemblements). Puis, il y a eu **envoi fourni des avions par les collègues**.

Nous (CGT) avons également préparé en section une liste de questions (14 questions, 6 pages) que nous avons disposée sur les sièges avant l'AG (1 siège sur 2 environ).

Pendant sa présentation (40min), axé très "communication" sur la forme, nous avons par exemple noté :

*) Un discours un peu appuyé sur la question des CDD, « dont l'importance du nombre est un problème » et il a ajouté que cette question fait partie du « plan RH »

*) « les Unités des Service et les Observatoires ont un rôle clé » #3Perf

*) Au sujet des Math/info, il constate qu'il y a à la fois un département dédié et des équipes dédiées dans les laboratoires. Il se pose la question (sans y répondre).

*) Idex, à partir de 2017 : « sujet très important »

*) Il a insisté sur l'importance des ressources humaines et dans la même phrase a pointé que, pour preuve, la masse salariale est une part importante du budget.

*) Coopération avec l'Enseignement Supérieur : « On ne va pas transformer les chercheurs en enseignants »

*) Il a beaucoup parlé des chercheurs, peu des ITA lorsqu'il parle du personnel de l'Inra.

Pendant les questions (distribuées préalablement aux collègues)

RIFSEEP

Il rappelle qu'il est arrivé en cours de mobilisation ; il note l'inquiétude sur le côté collectif de la Recherche, et que contrairement aux autres EPST, l'Inra n'anticipe pas les décisions ministérielles. Il note que l'Inra est isolé sur ce sujet des autres EPST, qui sont soit favorables au RIFSEEP, soit silencieux. Il prend 3 engagements devant les personnels en AG :

*) Etant un établissement public, si le RIFSEEP est obligatoire, il sera mis en place.

*) la mise en place du RIFSEEP ne pénalisera personne (pas de malus) ce qui requiert une dotation supplémentaire.

*) Il ne sera pas distribué par les DU, et qu'il y aura des critères nationaux.

Lors du prochain CT, sera présentée la déclinaison de ces 3 engagements.

NB. Il n'a pas dit, ni même envisagé, de demander l'exemption pour l'INRA.

Q. chercheur (Sud, non affiché) au sujet de la pollution au pesticide et nitrate qui n'est pas mentionné dans les priorités. Remarque que la DG n'était pas présente aux journées INSERM sur la santé des travailleurs agricoles exposés aux pesticides.

R. (Mauguin). Cette question est fondamentale. Il prend l'exemple de la vigne et de la nécessité d'intégrer des gènes de résistance.

Q. Chercheur du LIPM, délégué adjoint du pôle X(?) de la COMUE, représente 50 unités.

Il se réjouit du discours de Mauguin sur le rapprochement avec l'Enseignement Supérieur, et notamment en période de « reconquête de l'Idex » toulousain [NDLR : Toulouse a « perdu » l'Idex, en pointant la raison du manque d'intégration des structures ESR toulousaines. Il s'est monté un groupe de travail nommé « à la reconquête de l'Idex » qui envisage une fusion des universités.

R. (Mauguin). Il se réjouit qu'un chercheur tienne ce discours. Il ajoute que ce n'est pas que pour le CPER, mais qu'il doit également y avoir une concertation pour les ressources humaines : « qui va faire quoi demain ? ». Il cite Saclay.

Q. Chercheur (CFDT?). Commence par souligner l'important travail fait sur les impacts environnementaux depuis les années 90 à l'Inra. Parle ensuite de la question de l'open-Science, et demande ce que va concrètement faire l'INRA contre les mastodontes.

R. (Mauguin). Dénonce également les mastodontes ; ne dit rien de concret.

R. (Chemineau). « On a jusqu'en 2025 pour imaginer d'autres systèmes. »

Q. Chercheur (CGT, non affiché) concernant le financement de la Recherche.

→ Applaudissement nourri et spontanée de la salle suite à la question.

R. (Mauguin). « Je suis pour ». Taux de succès ANR environ de 1 pour 10, comme les autres EPST. La dotation INRA augmente cette de 1,7 %, uniquement pour les mesures salariales. « Bonne nouvelle : le budget de l'ANR est augmenté de 20 % cette année ».

Q. IR (CGT affiché) rebondit sur la question / réponse au sujet de la COMUE et pose la question sur la restructuration de l'INRA : Université Fédérale de Toulouse (COMUE) + IRSTEA, en ajoutant les mobilités forcés sur Saclay, le siège tournant de l'INRA au CA de Saclay, et la question de la politique d'Excellence (Idex) incompatible avec une équité sur tout le territoire.

R. (Mauguin). La relocalisation à Saclay n'est pas liée à une COMUE mais a un besoin pour l'Agro de se regrouper. « Il y aura une superbe installation en 2021 ». « Il y a nécessité d'un plan d'accompagnement individualisé pour les agents concernés. » Pour ce qui concerne les liens avec l'Enseignement Supérieur (COMUE) : « pas de mutualisation de moyen, mais une coordination des demandes (postes, missions, budget). « On n'entre pas dans les COMUE » [à confirmer], bref « rien de nouveau ». Concernant l'IRSTEA, confirme que c'est dans les lettres de mission des PDG de l'INRA et de l'IRSTEA ; y ajoute un renforcement des liens dans le cadre de Allenvi et mentionne également IFFSTAR. Mauguin ne souhaite pas une fusion et met comme priorité une base scientifique commune. Il parle de « coopération scientifique partagée ». [NDLR : sur cette réponse, il a été moins évasif que sur d'autres sujets, et il semble qu'effectivement, une décision a été prise].

Q. TR (CGT affiché). « les unités expérimentales de l'INRA + Carmaux »

→ Applaudissement de la salle.

R. (Mauguin) : « pas que les UE, mais aussi les conservatoire, etc. ». Cela représente 1/3 des moyens des infrastructures collectives [NDLR : prise de note à confirmer svp]. Pour Carmaux : la fermeture est la cause des choix précédents : recruter des CR plutôt que des ITA dans les UE. Il cite le rapport Aumont pour mieux suivre les infrastructures et les faire évoluer si besoin. Il parle des labellisations en cours et annonce que les DU vont bientôt recevoir un courrier à ce sujet. Il donne des exemples de labellisation par type (ce qui n'est pas ce qui est en train de se faire en ce moment même qui est plutôt de type « Excellence »). Pas de désengagement de l'INRA dans les UE.

Q. Chercheur. Revient sur la phrase « Développer des laboratoires internationaux », et demande si l'accueil de chercheur Inra, par exemple à l'IRD, sera facilité.

R. (Mauguin + Marty) Mais oui, bien sûr, c'est super. Il faut passer par Agreenskills, et Mauguin ajoute que Agreenskills est sous-utilisé par les agents.

Impressions

*) Nous confirmons que Mauguin est clairement en opération séduction

*) Remontée de collègues divers : son style, un peu trop détendu (comm'), en gêne certain.

*) L'action anti-RIFSEEP, comme les questions de la section sont clairement des réussites. Le RIFSEEP mobilise toujours autant. Quant aux questions, il y a eu une bonne mobilisation (tardive) de la section pour les rédiger. Des collègues nous ont remerciés a posteriori de les avoir posées, sans oublier les applaudissements spontanés.

Questions pour la venue à Toulouse du nouveau PDG de l'Inra, P. Mauguin

Chers collègues, aux vues des éléments dont nous disposons, voici quelques exemples de questions qui se posent.

Rémunération

Alors que nous apprenons que 12 millions de personnes en France ont des difficultés à payer leurs factures de gaz et d'électricité, une trentaine de collègues du centre, la plupart TR, ont eu la surprise de découvrir un prélèvement sans préavis d'un montant allant jusqu'à 175€ sur leur paie de décembre. Dans les autres EPST, cette conséquence néfaste du PPCR a été anticipée.

Quelles mesures ont été prises afin de rembourser ces collègues de ce prélèvement et de ses conséquences ? Comment allez-vous procéder pour la catégorie C (PPCR mis en application au 1er janvier 2017) ?

Notre base de rémunération, le point d'indice a déjà perdu près de 15% de sa valeur par rapport à l'inflation depuis l'année 2000, les prélèvements pour la retraite augmentent, les avancements accélérés d'échelon sont supprimés, le nombre de promotions ne cesse de diminuer, les agents du centre de Toulouse n'ont toujours pas droit à l'indemnité de résidence (1% à 3% du salaire indiciaire brut, pour titulaire et non-titulaire) comme dans les autres grandes villes, la valeur du point de sujétion n'a pas été rattrapée suite à l'oubli de sa revalorisation. Quelles mesures comptez vous prendre pour compenser ces chutes de rémunération ?

RIFSEEP

Vous avez annoncé que votre priorité numéro 1 sont les ressources humaines. Vous n'ignorez pas que les agents de l'INRA sont très inquiets et très majoritairement opposés à la mise en place à l'INRA du RIFSEEP, prime à la tête du client qui va à l'encontre du caractère collectif de la recherche et ne peut que déstabiliser les collectifs de travail :

- Le CT unanime, puis le CSN se sont prononcés contre; 43 motions ont été votées contre sa mise en place dans les unités : CHSCT de centre, les conseils de département et de centre, lors d'assemblées générales des personnes ;
- Plus de la moitié des DU Inra (108) ont signé un courrier contre sa mise en place ; - 2332 agents INRA ont signé la pétition intersyndicale.

Nous vous demandons de vous engager à ne pas mettre le RIFSEEP en place à l'INRA.

Nous vous demandons plutôt de rétablir les avancements accélérés d'échelon et d'augmenter le nombre de promotion à l'INRA.

Restructuration de l'INRA : Université Fédérale de Toulouse (COMUE) + IRSTEA

Vous avez affirmé à plusieurs reprises votre volonté de restructurer l'Inra, notamment que les centres se rapprochent localement des Universités. Cela signifie-t-il la dissolution de l'INRA dans les COMUEs avec des conséquences telles que la mobilité forcée et les mutualisations ?

A Toulouse, l'Université Paul Sabatier voisine vient de décider d'un plan de suppression de 250 emplois sur 2 ans. Dans ces conditions, un rapprochement, voire une intégration du centre en tant que membre de la COMUE vous semble-t-il opportun pour l'Inra ? De même, vous évoquez

un rapprochement avec l'IRSTEA (ex-CEMAGREF) et ce point a également été cité par le PDG de l'IRSTEA. Or, la situation à l'IRSTEA est telle que 90% de son budget est constitué des seuls salaires, ne laissant que 10% du budget pour assurer ses missions ; cela a entraîné une année sans aucun poste mis au concours en 2014. Dans ces conditions, un rapprochement voire une intégration de l'IRSTEA et de l'INRA vous semble-t-il opportun pour l'Inra ?

De même, un rapprochement des centres de Montpellier et de Toulouse est-il à l'ordre du jour ?

Cantine

Notre cantine sert quotidiennement 500 couverts. Elle a déjà dépassé le seuil de saturation :

l'attente est souvent longue, les places pour s'asseoir sont insuffisantes, et son personnel est en sous-effectif, mais le nombre d'usagers grandit encore. Nos collègues d'autres centres nous apprennent qu'il en est de même chez eux. Que comptez-vous faire pour résoudre ce problème ? Par ailleurs, comme nous sommes amenés à former de nombreuses collaborations dans divers cadres (UMR, PEPS, etc.), un nombre important de personnels non-INRA travaillant à l'INRA ne bénéficie pas du taux subventionné. Ce personnel est souvent précaire (CDD, stagiaires) et n'a donc pas les moyens d'y aller, alors que c'est un moment important de la vie sociale. De même, le personnel Inra qui n'est pas sur le centre d'Auzerville ou de St Martin a pas de solutions pour manger localement. Que comptez-vous faire pour aider ces personnes, sachant que la COMUE de Toulouse, par exemple, n'a pas permis de résoudre de problème aux agents qu'elle administrait ?

Précarité et précarisation des collectifs

Les effectifs de contractuels continuent de croître, avec un augmentation d'encre 18% en ETP pour les seuls personnels sur conventions de recherche entre 2013 et 2015 (source : Bilan Social). Ces chiffres illustrent un fonctionnement qui s'appuie de plus en plus sur des contractuels, chercheurs, ingénieurs ou techniciens. Ces personnels sont clairement précarisés, enchaînant souvent une succession de contrats avec plus ou moins de visibilité, et ne bénéficiant pas d'une évolution de carrière. Au delà des grandes difficultés psycho-sociales et économiques que cela engendre pour les personnes, ce fonctionnement est aussi fort dommageable pour l'INRA : délitement des collectifs de travail, perte de compétences, démotivation des contractuels comme des titulaires, incertitude pour la continuité des projets, lourdeur de gestion, etc. Toutes les unités et catégories sont touchées, et en premier lieu les plateformes et unités de service, qui sont d'un côté de plus en plus sollicitées pour remplir un grand nombre de tâches et en même temps ne disposent pas des moyens humains pérennes. Face à cela, l'INRA n'a pour l'instant proposé que des solutions sous forme de bricolages, qu'un léger vernis bureaucratique et managériale ne déguise que très superficiellement; ces pseudo-solutions: limitation arbitraire des contrats (bien plus restrictif de ce que permet en fait la loi), système de qualification des contrats (permanents, non permanents), nouveau mais inopérant aux vues de sa récente mise en oeuvre, chartes et

autres bonnes intentions. Nous le savons tous, la seule vraie solution est que les budgets utilisés pour embaucher des contractuels soient réorientés vers des emplois permanents.

Allez-vous augmenter le nombre de postes de fonctionnaires mis aux concours ?

Proposerez-vous un vaste plan de titularisation pour nos collègues contractuels ?

TGU

Nous avons sur le centre 2 TGU issues de fusion d'unités existantes, qui se sont notamment constituées sans la consultation obligatoire préalable du CHSCT, ni accord du personnel concerné. La fusion en TGU a été motivée par des économies d'échelle et un regroupement scientifique. Or nous constatons l'inverse : une augmentation des pièces administratives (comme mentionné dans l'analyse de l'exécution budgétaire 2015, par ex. GenPhyse +11% alors que la moyenne du centre est de +3%), et l'HCERES note que les TGU qui viennent d'être évaluées sur d'autres centres n'ont aucune cohérence scientifique. Pire encore, nous constatons un profond malaise chez les collègues de TGU dû à la grande taille de ces super-structures, notamment chez les GU.

Monsieur Mauguin, nous vous demandons une évaluation franche de ces TGU, notamment en demandant l'opinion de ces agents, et de prendre des mesures en conséquence. Quelle est votre position sur ces très grosses unités, multi-tutelées donc multi-règles de gestion tant financière que du personnel, et généralement éparpillés géographiquement ? Quid de l'articulation entre ces unités et les départements scientifiques de l'Inra dont l'organisation est nationale ? Quid de la concurrence dans l'accès aux ressources de deux TGU géographiquement séparés mais dont les périmètres de Recherche se chevauchent ? Allez-vous poursuivre la politique de TGUisation ?

Outils de gestion

Nous vous informons que sur notre centre le collectif des GU est en grande souffrance.

Travail des secrétaires s'est alourdi (gestion sur projets) et les logiciels sont inadaptés et manquent totalement d'ergonomie. Les conditions de travail des administratifs ne semblent pas intéresser la DG. Des enquêtes (ex. RH en 2016) sont faites mais ne sont pas suivies de changements. Le CHSCT de Toulouse a émis le 08/12/2015 une alerte quant au manque d'ergonomie des outils de gestion. Dans un paysage de complexification des tâches, quelles mesures comptez-vous prendre pour que la charge de gestion diminue ? (cf indicateur de pièces administratives traitées)

Quand les GUs auront-elles des logiciels adaptés à leurs fonctions ?

Partenariat, Transfert, Innovation

Vous mettez l'accent sur le partenariat, le transfert et l'innovation. Sur notre centre, il existe une structure nommée TWB (Investissement d'Avenir) qui est un démonstrateur pré-industriel portée par l'Inra et qui incarne depuis 2011 cette ligne. La dotation de cette unité représente quasiment 0% de son budget total principalement constituée de ressource contractuelle. L'augmentation de la charge de gestion de cette unité est supérieure à la moyenne du centre. Cette unité est constituée de 4 personnes titulaires INRA pour 43 personnes en CDD INRA. Elle a également vu le licenciement d'un travailleur handicapé INRA en 2014. Est-ce votre modèle de développement pour l'Institut ?

Open Science vs Valorisation

L'INRA s'est engagé dans "l'Open Science", qui vise à mettre à la disposition de tous et sans contrepartie les productions de nos laboratoires. Il est sans doute juste que l'investissement des contribuables leur revienne directement. Toutefois, devant la baisse des dotations, l'Institut nous demande de valoriser (financièrement, s'entend) nos productions. En informatique, on nous incite à faire des dépôts et à commercialiser nos logiciels. Pourriez-vous donc nous expliquer comment résoudre cette contradiction ? Les programmes créés à l'INRA ont-ils vocation à être distribués librement pour le bien de tous ou bien à être vendus à ceux qui en ont les moyens ?

Restructuration des EIC

Nous entendons des bruits de couloirs, laissant penser que les EIC (Équipes Informatique de Centre) seraient toutes regroupés dans une TGU rattachée à la DSI. Qu'en est-il ?

Droit à l'oubli / Droit à l'image

On remarque une forte augmentation de la communication de l'Inra vers l'extérieur, notamment par l'utilisation de Twitter. Il apparaît des visages de personnes qui n'ont pas nécessairement donné leur accord. Le droit à l'oubli n'existant pas en pratique, que comptez-vous faire pour faire respecter le droit à l'image ? Cette question est d'autant plus sensible que près d'une personne sur 4 présente à l'Inra ne l'est que temporairement.

Financement de la recherche

"Je voudrais parler du nerf de la guerre: le financement de la recherche, et l'impact du financement de la recherche sur son déroulement. C'est un secret pour personne que la grande mode est à l'assèchement des fonds récurrents destinés aux labos et que ça a de nombreuses conséquences, et si vous permettez j'en mentionnerai 3 ou 4:

La 1ère c'est que pour faire notre métier nous sommes contraints de chercher des financements externes et passer de plus en plus de temps à prospecter, travailler les relations publiques pour briguer les bonnes places dans les réseaux d'influence, à faire du lobbying, du marketing, de la politique, des études de marché... tout ça au détriment de notre cœur de compétence et d'intérêt qui est la science.

Une 2ème conséquence c'est l'augmentation permanente des procédures administratives pour nous et nos gestionnaires d'unité, avec tous les montages financiers, les justifications croisées, les plans prévisionnels budgétaires, les rapports d'activité, les évaluations des projets qui s'ajoutent à celle des collègues, des équipes, des unités, des départements, des méta-programmes, des instituts, et j'en passe... on va bientôt passer plus de temps à évaluer et à se faire évaluer qu'à bosser, c'est à dire plus de temps à astiquer la vitrine qu'à la remplir. C'en est à un tel point de ridicule qu'il y a même des

études qui ont été publiées sur l'inefficacité de la fabuleuse usine à gaz qu'est l'ANR, en confirmant par les chiffres que c'est carrément contre productif et que financer les projets à la loterie serait plus efficace, c'est à dire rentable. Et ça ce n'est que l'aspect financier, parce qu'au niveau du collectif de travail on sait bien ce que ça génère quand des arbitrages totalement opaques attribuent régulièrement la plupart des moyens à une minorité de puissants: c'est l'entretien de la bonne vieille culture du mandarinat, du copinage et des conflits d'intérêt. A l'heure des "solutions collaboratives" la stratégie délibérée de la mise en concurrence systématique des collègues au sein du même institut voire des mêmes labos reflète bien le niveau de qualité et d'archaïsme des politiques de management des institutions publiques en France. Heureusement que vous arrivez pour redresser la barre... Un dernier point sur l'impact du mode de financement qui concerne la qualité de la recherche et les considérations éthiques: beaucoup d'appels à projets incitent voire imposent l'implication de partenaires privés. Outre que ça contribue au détournement de fonds publics au profit d'intérêts financiers de particuliers, ça pose de sérieux problèmes éthiques. Un article récent de collègues INRA montre que 40% des études faites sur un OGM de Monsanto présentent des conflits d'intérêt, avec une corrélation entre le mode de financement et les conclusions scientifiques des études en faveur ou défaveur de l'OGM. Ma question est la suivante: au vu de tous ces éléments et de la recrudescence de la fraude scientifique dans le monde, de quel montant pensez-vous qu'il faudrait revaloriser la part chercheur ou encore mieux la dotation par agent pour donner les moyens aux labos de conduire leurs recherches par le biais d'une subvention d'état récurrente et pérenne?"

Les unités expérimentales de l'INRA + Carmaux

Les agents de l'INRA sont très attachés au dispositif expérimental (unités et installations expérimentales) qui est une spécificité de l'INRA et une richesse pour notre recherche. L'unité expérimentale de Carmaux située à plus de 110 km du centre de Toulouse Auzeville a cessé ses activités en octobre 2014, unité spécialisée dans la sélection génétique bovins viande (mise au point de la lignée INRA 95). Décision prise par son département d'attache GA (génétique animale). Décision déplorable qui a mis 5 techniciens en difficulté, d'assez jeunes agents 48 ans et demi de moyenne, car bien entendu tous désireux de rester vivre et travailler dans la région de Carmaux et proche d'Albi.

A ce jour 2 ont intégré définitivement des postes de type fonction publique. 2 autres sont aussi en poste mais non intégrés à ce jour. Quant au cinquième il est en retraite anticipée pour maladie grave.

Première question: la direction de l'inra et la RH avec bien sûr l'aide non négligeable des services administratifs d'Auzeville s'engage-t-elle à soutenir les agents si les organismes d'accueils viennent à se rétracter ?

A l'INRA, on parle on avance sur des sujets importants, des agronomes font des exposés sur l'agroécologie, sur le maintien de la fertilité des sols, sur comment produire des denrées alimentaires en polluants moins, sur de nouveaux systèmes de cultures, systèmes d'élevage (non industriels) plus respectueux de l'animal, des plantes ou des espèces plus tolérantes au stress hydriques...

Et voilà on laisse partir un Domaine, le domaine de Carmaux de 216 ha offert à l'INRA sur un plateau par le conseil général du Tarn qui ne coûtait qu'aux alentours de 50 000 à 56 000€ de dotation annuelle.

D'où ma question M. Mauguin, Quel est le devenir des unités expérimentales à l'INRA?

Quelle sera votre politique pour maintenir et développer ce dispositif expérimental ?

Le domaine de l'UE de Carmaux n'a pas connu de reconversion et actuellement inutilisé ; Sa réouverture est-elle envisageable dans le cadre des "nouveaux défis" que vous mettez en avant ?

Suicide et risque psycho-organisationnel

Une contractuelle gestionnaire d'un Labex s'est suicidée pour des raisons professionnelles en 2013. Reconnu comme accident du travail. Avez-vous connaissance du moindre changement réel et concret des conditions et de l'environnement de travail pour faire en sorte qu'un tel événement ne se renouvelle pas? Dans ce Labex d'une part, et plus généralement à l'INRA?

Autres sujets

Restructurations multiples sur notre centre

Labelisation UE et plateforme

PES (PEDR)

Migration Mercure

Marché Public

UMR

Agent sous statut privé (Inra Transfert par exemple)

Mode projet / ANR / HCERES + Dotation de base